

POLITIQUE

Les députés LREM font aussi leurs propositions

C'était un débat très ouvert, sans filtre, complètement "open bar" sur les mesures, sans se demander si Macron allait être d'accord ou pas avec ce qu'on proposait

UN DÉPUTÉ LREM

APRÈS les mairies, les salles communales, les gymnases, le grand débat s'installe au Parlement. Mardi matin, dans la salle Colbert du Palais Bourbon, une centaine de députés LREM ont pour la première fois fait part de leur retour d'expérience. Car sur environ 10 000 réunions organisées sur le territoire, 1 000 ont été initiées par des parlementaires macronistes, selon la direction du groupe. Au cours de cette matinée, les élus Marcheurs se sont exprimés pour la première fois en tant que force de proposition, et non de seule réaction au travail gouvernemental...

Visiblement, ce format a eu quelques vertus cathartiques. « C'était une démarche très "bottom-up", le but était d'identifier quel était notre niveau d'ambition et les thèmes qui ressortent », se réjouit le député des Hauts-de-Seine Jacques Maire, qui a animé les discussions. « C'était un débat très ouvert, sans filtre, complètement open bar sur les mesures, sans se demander si Macron allait être d'accord ou pas avec ce qu'on proposait », raconte, enchanté, un député LREM. « C'était une bouffée d'air frais, commente la députée Anne-Christine Lang, ancienne socialiste. Avant, dans les partis traditionnels, il y a des travaux qu'on ne remettait jamais sur le métier au nom d'une doctrine. Dans ce groupe, il n'y a pas de sujet dont on ne discute pas », s'enthousiasme l'élue.

Parmi les sujets identifiés comme prioritaires par le groupe majoritaire : l'accès aux soins, la dépendance, l'aspiration à une démocratie plus directe, les services publics, l'écologie, l'efficacité de l'impôt... Le député de Paris Sylvain Maillard a par exemple suggéré de mettre en place une prise en charge totale des frais de transport pour se rendre au travail.

Sa collègue Olivia Grégoire a parlé d'un impôt sur la fortune vert, qui permette de financer la transition écologique. Cette macroniste a aussi plaidé pour renforcer l'actionnariat salarié, « un moyen d'augmenter le pouvoir d'achat des Français ». Un large consensus s'est exprimé pour revoir le mille-feuille territorial. Dans le viseur des députés: la loi NOTRe, adoptée sous François Hollande, également décriée par Emmanuel Macron. Certains ont proposé de supprimer les départements, d'autres de transférer les compétences en matière d'aides sociales aux intercommunalités.

La question des institutions

Les députés Marcheurs semblent vouloir aller plus loin que la promesse présidentielle sur la question des institutions. Le retour à un septennat ou à un mandat présidentiel de six ans a surgi dans le débat, afin de décorrélérer l'élection législative de l'élection présidentielle. Le député de Gironde Florent Boudié a ainsi fait observer que la fin de l'inversion du calendrier électoral était une « proposition inattendue et forte » de la majorité, dont le caractère « monolithique » est souvent critiqué. « Le cycle électoral tous les cinq ans laisse peu de respiration », constate aussi Jacques Maire. Le député du Calvados, Christophe Blanchet, a exprimé des réserves sur la réduction du nombre de parlementaires, une mesure qui figure pourtant parmi les priorités du programme présidentiel d'Emmanuel Macron...

Prochaine étape : des réunions de travail entre députés LREM, MoDem et le gouvernement, afin de déterminer des propositions à défendre lors du débat parlementaire, qui se tiendra les trois premiers jours d'avril. ■

M. S.